

# Paris et Berlin menacent de priver les pays « laxistes » des fonds structurels européens

La disposition n'avait pas été évoquée après la réunion franco-allemande. Le projet d'une taxe sur les transactions financières fait son chemin

Après la mobilisation, les sanctions ? Le sommet franco-allemand du mardi 16 août n'a pas seulement visé à démontrer l'unité des pays de la zone euro face à la crise, il cherche aussi à punir les « mauvais élèves » qui laisseraient déraiser leurs déficits au-delà du raisonnable.

Economistes, analystes, opérateurs ont ainsi découvert un brin perplexe, dans la lettre adressée par Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel, mercredi, au président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, une proposition visant à couper certaines subventions européennes – les fonds structurels et de cohésion – aux pays qui se laisseraient trop aller à la dépense. « *A l'avenir, les paiements issus de ces fonds, écrit-ils, devraient être suspendus dans les pays de la zone euro qui ne se conformeraient pas aux recommandations de la procédure de déficits excessifs.* »

Créés dans les années 1990, ces fonds structurels sont un instrument de solidarité entre Européens. Ils visent à financer des dépenses d'infrastructures, transports, équipements, rénovations d'universités... La Commission prévoit d'allouer 347 milliards d'euros, soit près d'un tiers du budget total de l'Union européenne (UE),

entre 2007 et 2013 à ces dépenses. Au sein de la zone euro, le Portugal, la Grèce, l'Espagne et l'Italie comptent parmi les premiers bénéficiaires de ces fonds.

Dépenses « d'avenir » ou gouffre financier ? Au sein de la communauté économique et financière, la requête de M. Sarkozy et de M<sup>me</sup> Merkel semble dangereuse. « *Cela ne ferait qu'aggraver la situation des pays en difficultés* », estime notamment Jean-Louis Mourier, économiste chez Aurel BGC.

## « Un tabou se lève »

« *La Grèce, par exemple, est dans une spirale déflationniste. Elle n'a pas de croissance, ses investissements s'effondrent. Il faut se poser des questions sur le degré de la cure d'austérité qui lui est imposée*, ajoute Jesus Castillo, économiste spécialiste de la zone euro chez Natixis. *Si, en plus, on lui retire les financements européens, on la prive d'un des derniers moyens qu'il lui reste pour retrouver de la croissance à moyen terme...* » Au Portugal, les transferts financiers européens qui ont suivi l'entrée du pays dans l'UE avaient contribué au « miracle portugais ». En les coupant, ne risque-t-on pas d'enfoncer le pays dans la récession ?

Dans un environnement de dégradation évidente de la situa-

tion économique au sein de la zone euro, les méfaits d'une telle initiative au sein des « maillons faibles » de l'union monétaire sont donc redoutés. De quoi alarmer les investisseurs ? « *Ce n'est qu'une proposition* », relativise M. Mourier.

Ce qui affole davantage les opérateurs, c'est plutôt le projet de taxe sur les transactions financières réclamée aussi par le couple franco-allemand. Un temps baptisée « taxe Robin des bois », elle viserait à ponctionner une part minime des flux financiers auprès des acteurs du marché, pour abonder le budget de l'Europe. Déjà évoquée à de multiples reprises, l'idée n'a jamais abouti. « *C'est un vieux réflexe* », dénigre Taxand, une organisation de conseil aux multinationales.

Mais à force de ressurgir, elle commence à faire peur. D'autant que Bruxelles aurait un projet de directive en ce sens pour octobre, indiquent *Les Echos* du jeudi 18 août. « *On sent qu'un tabou se lève* », estime un opérateur. Aussi, même si ni l'assiette ni le taux de cette taxe n'ont été dévoilés, les lobbies financiers se déchainent, en particulier à la City de Londres, pour alerter sur ses effets potentiellement dévastateurs. Au lieu de faire rentrer des milliards d'euros dans les caisses de l'UE, elle pourrait ruiner et faire s'expatrier les acteurs du secteur financier, alertent-ils.

Ces inquiétudes quant aux initiatives franco-allemandes ont contribué à la poursuite de la dégringolade en Bourse des titres des banques tels Société générale, BNP Paribas ou UniCredit. Et surtout des opérateurs boursiers. Après son plongeon de 7,35 %, mercredi à Francfort, le titre de la Bourse allemande Deutsche Börse reculait encore de 3,23 % jeudi matin. ■

Claire Gatinois

## M. Delors estime que l'Europe est « au bord du gouffre »

L'euro et l'Union européenne sont « *au bord du gouffre* », estime Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne (1985-1994), dans un entretien publié conjointement, jeudi 18 août, par le journal belge *Le Soir* et le quotidien suisse *Le Temps*. Il juge que la réaction des dirigeants européens est trop timide. M. Delors se montre notamment sévère sur le résul-

tat de la rencontre, mardi 16 août, entre le président Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel. « *Tel quel, cela ne servira à rien* », dit-il. Il plaide pour une mutualisation partielle de la dette des Etats. « *La mutualisation partielle des dettes, c'est la pompe pour éteindre le feu et redonner un sens à la coopération communautaire* », souligne-t-il.